

# Les réformes officiellement abandonnées

**Les députés wallons ont jusqu'au 30 avril pour boucler des dossiers. On renonce à quatre gros paquets de réformes.**

**D**epuis la semaine dernière, qui a vu la coalition MR-cdH perdre le siège qui lui permettait de maintenir une majorité à la Région, les tensions n'ont pas manqué entre l'opposition et l'ex-majorité.

Les « *circonstances exceptionnelles* » ont été décrétées, comme pourraient l'être des calamités naturelles. Elles ont permis à la coalition MR-cdH, restée majoritaire dans une seule instance (le bureau élargi du Parlement), de suspendre les travaux des députés, séance plénière et commissions. Fureur et

incompréhension au PS et chez Écolo.

Hier, cinq commissions sur sept ont pu se tenir. Ainsi qu'une réunion de la conférence des présidents, qui a enfin permis aux différents groupes de s'entendre non seulement sur une date pour clore la session parlementaire (le 30 avril), sur l'ordre du jour des travaux à venir et... sur l'abandon officiel d'au moins quatre réformes.

Sans surprise, il s'agit des APE (aides à l'emploi) et des ALE (Agences locales pour l'emploi), soit deux dossiers du ministre MR Pierre-Yves Jeholet, de l'assurance autonomie chez la cdH Alda Greoli et de la réforme des Provinces chez la MR Valérie De Bue.

## Ce qu'on garde

On conserve néanmoins une série de projets de l'ex-majorité, qui ont une chance de passer avant la fin avril.

Il en va ainsi du projet de bail à ferme chez René Collin

(cdH), qui entame son parcours en commission lundi. Privé de sa réforme APE, le ministre Pierre-Yves Jeholet espérait bien faire passer son projet d'indemnités pour les commerçants en cas de travaux sur la voirie. C'est prévu mardi.

L'opposition aussi tenait à défendre ses propres dossiers. Comme Écolo qui souhaite donner plus de pouvoir à la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) : c'est programmé la semaine prochaine. Etc.

Bref. « *On a pu engranger un vrai consensus, sans vote, ce qui n'a jamais été possible en bureau élargi* », note Pierre-Yves Dermagne (PS). Chez Écolo, Hélène Ryckmans et Matthieu Daele notent avec satisfaction qu'on acte l'abandon des réformes APE et assurance autonomie. « *À charge du prochain gouvernement de reprendre ces deux dossiers à zéro, pour les construire en concertation plus étroite avec le secteur concerné* ». ■ **P.S.**